



Section du MORBIHAN

Secrétariat de Section :

Annie RIO - Jean-Marc PAPOTIER

13 Avenue Saint Symphorien

56020 VANNES CEDEX

02 97 68 54 68

Compte Rendu de la CAPL 1 du 10/07/2014

Mutations des Inspecteurs des deux filières

Arrivées dans le département

Cadres A

Alban CORTYL

Jean René DEVIEILHE

Yvan FERTIL

Brigitte LAMBART LANDRIEU

Sylvain LIMANTON

Bruno MALEGOL

Hélène MEUNIER

Erwann MOREAU

Stéphane NICOLAS

Charline POMMARET

La Cap locale d'affectation des inspecteurs dans le département s'est tenue le 10 juillet 2014.

Vos représentants à cette commission Marc Villecourt (titulaire à la CAPL) et Christine Moncomble (Expert) ont donné lecture de la déclaration liminaire dont vous trouverez copie ci-après. Il est à noter que seuls les élus de Solidaires Finances Publiques ont fait une déclaration liminaire; il nous paraît en effet essentiel, dans une CAP de gestion des personnels, de réaffirmer nos revendications en matière d'emplois, de revalorisation indiciaire et indemnitaire, et de conditions de vie au travail.

Au cours des débats en séance, les représentants de Solidaires Finances Publiques, mandatés par les collègues sont intervenus sur des situations individuelles, notamment au titre de la départementalisation des procédures collectives.

Pour ce mouvement local du 1er septembre 2014, la règle de l'ancienneté a été respectée ; Nous avons toutefois dénoncé les détachements, dont la pratique répétée opacifie la lecture du tableau des emplois, et permet à la Direction de gérer la pénurie d'effectifs.

Vos représentants Solidaires Finances Publiques ont voté contre le mouvement local , non pas sur les affectations des collègues , mais pour dénoncer les suppressions d'emplois dont est victime la DGFIP, induisant la dégradation des conditions de travail de l'ensemble des agents .

Affectations après CAPL

Nom	Situation actuelle	Situation 1/9/2013
<u>RAN de Lorient</u>		
LE BOULBAR Patricia	ALD 56 - SIP Lorient Nord	PCE
LE SAGER Nicole	PCE	BDV
LE ROUX Fabrice	ALD 56 - BCFI	BDV
GUILLOU Ronan	BDV détaché PCE	PCE
BAUDOUIN Sophie	BDV	BDV
HAXAIRE Delphine	ALD CFP Lorient Co	ALD CFP Lorient Co
CORNIC Yvan	ALD Lorient - 1è BDV	ALD Lorient - 1è BDV
MONCOMBLE Christine	ALD Lorient - ICE Lorient	ALD Lorient- ICE
LE PAIH Dany	PCE	PCE
<u>RAN d'Auray</u>		
LIMANTON Sylvain	Affectation nationale CFP Le Palais	CFP Le Palais
NICOLAS Stéphane	Affectation nationale ALD 56	SIE
<u>RAN de Ploërmel</u>		
RIVALLAN François	CFP La Gacilly	CFP La Gacilly
<u>RAN de Pontivy</u>		
TEURNIER-LECLERC Jocelyne	ALD SIP	ALD SIP
<u>RAN de Vannes</u>		
CHAILLOUS Gabriel	Affectation nationale HUISSIER Morbihan	
MACHOMET Eric	EDRA Dir	
LABARDIN Sophie	BDV3 détachée BDV2 (réorganisation)	BDV2
COSQUER Hélène	BDV3 détachée BDV2 (réorganisation)	BDV2
GREGOIRE Marc	BDV3 détaché BDV2 (réorganisation)	BDV2
BOYER Magali	BDV3 détachée BDV2 (réorganisation)	BDV2
DANIEL Stéphanie	Affectée SIP Pontivy	Détachée DLU
MALEGOL Bruno	Affectation nationale Contrôle	PCE détaché SIE Vannes Remparts
POMMARET Charline	Affectation nationale Contrôle	PCE
MEUNIER Hélène	Affectation nationale GCP	CFP Vannes Municipale détachée DLU
LAMBART LANDRIEU Brigitte	Affectation nationale Direction	Direction
BOUDET Sébastien	ALD 56 - ICE	ALD 56 - ICE
CHAILLOUS Amandine	ALD DLU	ALD DLU Compta
CORTYL Alban	Affectation nationale ALD 56	BCRP
FERTIL Yvan	Affectation nationale ALD 56	DLU Stratégie
MOREAU Erwann	Affectation nationale ALD 56	SIE Vannes Golfe
RENAUD Annie	ALD 56 -PCE	ALD Vannes- PCE
PINSAULT Anne-Françoise	ALD 56 - SIP Golfe	ALD 56 - SIP Golfe
TECHER Véronique	ALD 56 - SIE Golfe	ALD 56 - SIE Golfe

Nom	Situation actuelle	Situation 1/9/2013
RAN de Vannes (suite)		
LARZUL Corentin	ALD Vannes -DLU	ALD Vannes - DLU Div Pro
CRESPIN Michèle	Affectée ICE Vannes	Détachée BCRP
MADEC-JAFFRE Aline	Affectée PRS Vannes	Détachée MMR Vannes
QUELLEC Yvette	Affectée CDIF Vannes	Détachée DLU
PRISART Jacques	Affecté ICE Vannes	Détaché DLU
DANIEL Stéphanie	SIP Pontivy	Détachée DLU CEPL
JUHEL Philippe	SIE Vannes Golfe	Détaché CDIF Vannes
SOREL Stéphanie	ALD DLU	ALD DLU
DEVIEILHE Jean René	Affectation nationale ALD Vannes	PCE



Les élus de Solidaires Finances Publiques en CAPLA - Morbihan

Marc Villecourt - Tit Nadine Guehennec- Supp

BULLETIN D'ADHÉSION

2014 **Coupon à remettre à votre correspondant accompagné du règlement** **Solidaires Finances Publiques 56**

NOM (marital) _____ Prénom _____

NOM (patronymique) _____ Date de naissance/...../.....

Grade Echelon Indice

Montant de la cotisation →

Temps partiel %

IDENTIFIANT MINISTÉRIEL
N° à 10 chiffres (voir ANAIS)

→ **FILIÈRE FISCALE** →

→ **FILIÈRE GESTION PUBLIQUE** →

Ancien Identifiant
N° DGI (6 chiffres)

N° ANAIS à 10 chiffres
.....

N° ANAIS à 10 chiffres
.....

N° matricule DGFIP (6 chiffres)
.....

Adresse administrative - service - structure - téléphone _____

Mel professionnel@dgfp.finances.gouv.fr

Adresse personnelle _____ Mel personnel _____

Solidaires Finances Publiques

Boîte 29 - 80 rue de Montreuil 75011 PARIS - Tél 01.44.64.64.44 - Fax 01.43.48.96.16 contact@solidairesfinancespubliques.fr solidairesfinancespubliques.fr

Section Solidaires Finances Publiques 56 - 13 Ave St Symphorien - 56020 VANNES CEDEX



Section du MORBIHAN

Secrétariat de Section :

Annie RIO - Jean-Marc PAPOTIER

13 Avenue Saint Symphorien

56020 VANNES CEDEX

02 97 68 54 68

Vannes, le 10 juil 2014

Déclaration Liminaire de la CAPL n°1 du 10 juillet 2014

Madame la Présidente,

En propos liminaires à cette CAP, nous tenons à remettre la question de la gestion des agents de la DGFIP dans le contexte plus large politique et économique.

Le président de la république avait déclaré, alors qu'il n'était qu'un simple candidat recherchant la confiance de ses concitoyens, que l'ennemi, son ennemi était la finance.

Aujourd'hui, quel combat mène t'il avec le gouvernement contre cet ennemi redoutable qui jette à la rue ou dans la précarité et la souffrance sociale des milliers d'hommes et de femmes ?,

Les solutions avancées, comme le pacte de compétitivité, fragilisent encore plus la cohésion et les solidarités nationales. Ce pacte de compétitivité fait peser sur les ménages une facture lourde de conséquences mais il engendre également un affaiblissement de la fonction publique et pénalise une fois de plus les agents des trois fonctions publiques.

Solidaires Finances Publiques et l'Union syndicale Solidaires ne cautionnent pas cette politique, la combattent et refusent de faire croire au « dialogue social » avec le gouvernement par sa présence à la « grande conférence » des 7 et 8 juillet derniers.

Nous dénonçons cette opération de propagande et Solidaires n'y a pas participé.

Le 15 mai dernier, les fonctionnaires se sont notamment mobilisés contre le gel de la valeur du point d'indice, pour le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, pour l'arrêt des suppressions d'emplois, pour une véritable refonte des grilles indiciaires. Cette mobilisation est une sérieuse mise en garde adressée au gouvernement mais également aux administrations gestionnaires.

Alors que la fusion a accru la technicité et les qualifications de tous les agents C, B et A, aucune revalorisation des régimes indemnitaires n'a été effectuée. C'est inacceptable.

En outre, les décisions au CTR du 20 mai en matière d'indemnitaire laissent une majorité d'agents insatisfaits ou totalement exclus de l'harmonisation des régimes indemnitaires :

- Pertes de pouvoir d'achat suite à transformation des IFDD en ACF,
- Réduction du régime indemnitaire standard dans certains services,
- Arbitrages repoussés à l'automne (A encadrants, caissiers,...)

Concernant la sortie du régime des IFDD, nous prenons acte pour les agents en poste du basculement dans l'ACF transposition qui se fera à hauteur de 100 % mais néanmoins cela demeure insuffisant. Pour Solidaires Finances Publiques, il faut une transposition à hauteur de 130 % au moins incluant la compensation des cotisations sociales (CSG - CRDS) , la fiscalisation.

Le 6 juin, tous les agents de la DGFIP ont appris qu'ils ne percevraient qu'en août 2014 la prime d'intéressement collectif, réduite à 120 euros bruts (au lieu de 150 les années précédentes) seuls 10 des 12 objectifs 2013 ayant été atteints !

Trop c'est trop !

Le « ras-le-bol » qui traverse nos administrations et la DGFIP tout particulièrement est réel et profond. Il a vocation à s'amplifier si aucune réponse n'est apportée aux revendications des agents..

Les agents de la DGFIP attendent des mesures positives, rapides et concrètes.

Régulièrement, à l'occasion de toutes les réunions institutionnelles, Solidaires Finances Publiques interpelle les ministres, les Directeurs généraux, sur la situation des directions affaiblies par de longues années de suppressions massives d'emplois, par une perte de reconnaissance des agents et par une forte dégradation des conditions de travail, marquée par une perte de sens assez générale dans les différents services et directions.

Au chapitre des effectifs, la baisse des emplois à la DGFIP a été drastique depuis 2002 avec plus de 30 000 suppressions d'emplois.

Pour Solidaires Finances Publiques, il faut stopper les suppressions d'emplois car le besoin est au renforcement en effectifs de tous les services.

Les emplois de catégories A ne sont pas épargnés par l'austérité ambiante. Sur le terrain, les tensions en matière d'emploi sont réelles et particulièrement néfastes au bon fonctionnement des services. Elles le sont également en matière de dégradation des conditions de travail. Elles peuvent également conduire à des carences en matière de formation.

Pour cette CAP, Solidaires Finances Publiques tient à rappeler son opposition aux détachements qui favorisent la flexibilité des effectifs, et permettent de gérer la pénurie.

Nous continuons de revendiquer des affectations les plus fines possibles pour combler les vacances d'emplois.

Nous restons convaincus que les agents ALD ou EDRA doivent permettre la compensation des absences de toutes natures (maladies, absences syndicales et sociales, formations...) et ne pas être affectés sur des postes vacants.

A l'occasion de ce mouvement local, nous souhaitons voir abordée la situation du PRS au regard de la gestion des personnels dans la perspective de la départementalisation des procédures collectives.

En conséquence, Solidaires Finances Publiques votera contre le projet d'affectation des agents de catégorie A au 1er septembre 2014.